Certines : finances de la commune

Commune · Ain (01) · 1 557 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Certines affichait un encours de dette de 983 k€, soit 632 € par habitant, une épargne brute égale à 27,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,8 ans.

Dette par habitant
632 €
983 k€ au total

Capacité de désendettement
2,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
27,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
607 € / hab.
944 k€ au total

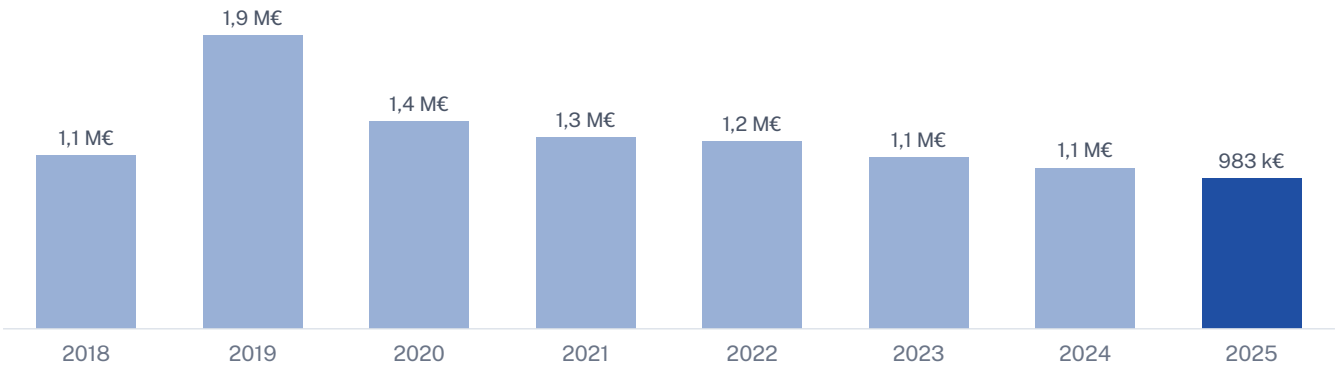
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	607 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	47,8 %	290 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	27,1 %	225 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	632 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	583 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	527 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,1 M€ en 2018 à 983 k€ en 2025 (-13,4 %). Valeur la plus haute : 1,9 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,1 M€	41,3 %	1,9 ans	198 k€
2019	1,9 M€	12,7 %	14,6 ans	1,1 M€
2020	1,4 M€	9,7 %	14,4 ans	236 k€
2021	1,3 M€	20,2 %	5,8 ans	134 k€
2022	1,2 M€	8,4 %	13,7 ans	586 k€
2023	1,1 M€	31,2 %	2,6 ans	179 k€
2024	1,1 M€	20,8 %	3,7 ans	438 k€
2025	983 k€	27,1 %	2,8 ans	908 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Certines	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	632 €	499 €	+26,7 %
Impôts locaux par habitant	527 €	520 €	+1,4 %
Frais de personnel par habitant	290 €	330 €	−12,2 %
Investissement par habitant	583 €	531 €	+9,8 %
Taux d'épargne brute	27,1 %	16,4 %	
Capacité de désendettement	2,8 ans	2,6 ans	

Jumelles : Turretot (76), Beaumont-sur-Lèze (31), Dinsheim-sur-Bruche (67), Pruillé-le-Chétif (72), Le Broc (06), Clavette (17), Gardouch (31), Chappes (63), Guéreins (01), Saint-Éloy-de-Gy (18). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 573	1 557	−1 %	+3,6 %
Dette par habitant	1 223 €	632 €	−48,3 %	−32 %
Impôts locaux par habitant	411 €	527 €	+28,3 %	+20,6 %
Frais de personnel par habitant	256 €	290 €	+13,2 %	+21,2 %
Taux d'épargne brute	12,7 %	27,1 %	+14,4 points	−4,3 points
Capacité de désendettement	14,6 ans	2,8 ans	−11,8 ans	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 601 €		2 062 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Certines	Comparaison
Habitants (2023)	1 531	+6,1 % depuis 2012 (département : +11 %)
65 ans ou plus (2023)	19 %	département : 19 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	380	+27,5 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	143	+7,5 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	119,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

730 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 480 emplois, soit 64 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,4 %	1 %	1,3 %	2,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,3 %	6,9 %	6,6 %	9,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,7 %	17,3 %	20,1 %	9,6 %
Professions intermédiaires	32,7 %	28 %	26,4 %	18,2 %
Employés	24,7 %	24,6 %	26,1 %	15,5 %
Ouvriers	19,3 %	22,3 %	19,5 %	45,1 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ain (01)) : 12 890 au moins, dont 57,6 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	788	84,3 %
Aides-soignants	535	77,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	502	46,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	409	42,3 %
Employés de libre service	397	22,7 %
Agriculteurs	324	77,8 %
Serveurs de cafés restaurants	322	60,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	316	30,1 %
Caissiers	232	31,9 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	224	51,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Certines
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	427 k€ pour 9 projets
Par habitant	275 € (communes de même taille : 210 € ; département : 144 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	17 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Ecole : renovation energetique + creation du preau + extension du batiment	151 628 €
2023	DETR	Construction d'un local technique	17 588 €
2024	DSIL	Transformation d'une ancienne boulangerie en epicerie multi-services	13 640 €
2023	DETR	Installation d'une cellule sanitaire PMR	8 370 €
2024	DETR	Construction de toilettes publiques PMR au Nord Ouest de la salle polyvalente	6 614 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.